

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1819 - 28 octobre 1993 - 5 F

D 1819 NICARAGUA: LA CASSURE ENTRE LE PAYS OFFICIEL ET LE PAYS RÉEL

L'impasse politique semble totale dans le Nicaragua d'aujourd'hui. Alors que les milieux populaires se débattent dans des difficultés croissantes (cf. DIAL D 1800), les querelles politiques au sommet perdurent (cf. DIAL D 1765).

Les derniers mois ont été fertiles en rebondissements publics de la crise politique profonde du pays: - prise d'otages à l'ambassade du Nicaragua au Costa Rica par des antisandinistes, en mars 1993; - occupation de la ville d'Estelí par 1500 anciens soldats sandinistes et anciens "contras" le 21 juillet, opération qui se soldera par 45 morts; - prise d'otages dans le nord du pays par d'anciens "contras" le 19 août; - en réplique, le lendemain, prise d'otages à Managua par des sandinistes.

Le 2 septembre suivant, la présidente Violeta Chamorro annonce que le général Ortega, chef de l'armée et pomme de discorde majeure dans la crise politique, sera remplacé en 1994. Les rebondissements n'arrêtent pas pour autant: grève dure des transporteurs le 21 septembre, et nouvelle prise d'otages par d'anciens "contras" dans le nord du pays le 23 septembre.

L'impossible accord national laisse augurer de jours difficiles. L'analyse ci-dessous est tirée de **Pensamiento Propio** d'octobre 1993.

Note DIAL

QUE SE PASSE-T-IL AU NICARAGUA?

par Angel Saldomando

La persistance des conflits sociaux et politiques, l'aggravation de la crise économique et l'existence de groupes armés en opération nourrissent les diagnostics de catastrophe. Ceux-ci, en fait, contribuent à présenter le Nicaragua sous l'image caricaturale d'une république bananière que véhiculent certains médias étrangers et nationaux.

La restauration sociale, politique et économique

Les adversaires des changements effectués sous le régime antérieur ont entrepris dès l'arrivée du gouvernement de Violeta Barrios, de mettre en oeuvre un programme de restauration sociale et politique. Mais les organisations populaires ont partiellement maintenu leurs positions, obligeant ainsi les nouveaux venus à rechercher d'autres moyens pour imposer leur hégémonie.

C'est là un problème nouveau et inédit en Amérique latine, et plus encore en Amérique centrale. Le protocole de transition signé en mars 1990 (1) répondait aux problèmes de viabilité politique du nouveau gouvernement. En échange du respect des institutions et des changements hérités de la période sandiniste, l'exécutif avait obtenu toute liberté d'action en matière économique et sociale.

Quand le gouvernement a entrepris en 1990 la restauration du marché et de l'entreprise selon un plan orthodoxe de stabilisation et d'ajustement qui comportait la privatisation, la dérégulation et la libéralisation de l'économie, les réactions de la base sociale du sandinisme ont contraint le gouvernement à une négociation en matière sociale et économique. C'est de là qu'est sortie la concertation économique et sociale de septembre 1990 et août 1991. C'était une base d'accord pour une stabilisation nationale du pays.

De plus, entre mars et juin 1990, des accords de pacification ont été signés et 22.000 hommes désarmés. Parallèlement, l'armée a démobilisé 82.880 militaires de 1990 à 1993. Cependant, en dépit des accords passés en différentes matières en 1990 et 1991, la stabilisation politique du pays n'a pas réussi. Parmi les facteurs qui expliquent cet échec, il faut relever en premier lieu le présupposé selon lequel ces accords allaient jeter les bases suffisantes permettant de discipliner les différents acteurs sociaux et politiques. Mais il ne pouvait en être ainsi que si des majorités se dégageaient peu à peu sur les orientations politiques et économiques du pays.

Le protocole d'accord s'est ainsi transformé en arrangement politique exclusif pour le maintien des équilibres de pouvoir. La concertation économique et sociale s'est traduite en accords sur la privatisation du secteur public, mais aucunement sur la manière de reconstruire le pays et de régler la crise économique.

Les engagements dans le sens de la pacification se sont soldés par la démobilisation de combattants, mais ils n'ont aucunement créé les conditions durables de leur réinsertion. Au cours des dernières années, la reprise des armes par des groupes d'irréguliers ont contraint le gouvernement à signer quarante et un nouveaux accords, sans que pour autant cela règle le problème de la réinsertion.

La déception

Les accords n'ont pas produit les bénéfices espérés, et cela en aucun des domaines prévus, car ils se sont heurtés au véritable fil conducteur de la politique gouvernementale et aux alliances qui en dépendent.

Le plan de stabilisation et les réformes économiques exigées par la politique d'ajustement économique pour restaurer le marché, mais aussi pour servir de bélier contre le projet sandiniste, n'ont en fait pas tenu compte de la réalité. Il s'agissait d'abord et avant tout d'un pays sortant de la guerre, avec des agents de production affaiblis, face à des nouvelles réalités sociales et économiques mettant des milliers de personnes en situation difficile sur les plans de l'emploi, de l'insertion dans l'appareil de production et de l'organisation sociale.

Des contacts appropriés

Le plan de stabilisation en a fini avec l'inflation par asphyxie financière de l'économie et grâce aux ressources extérieures, mais il n'a pas créé les conditions satisfaisantes d'une réhabilitation et d'une relance de l'économie.

Pour leur part, les réformes économiques ont démantelé la structure étatique et rendu inviabilisables la majorité des projets de production. Le paradoxe a voulu que des chefs d'entreprises n'ont aucunement profité des réformes, alors que celles-ci étaient faites en leur nom. Les rares bénéficiaires en ont été les milieux financiers, le secteur commercial vivant à l'ombre de la coopération extérieure, et les milieux bénéficiant de contacts officiels appropriés.

Les résultats de cette politique ne se sont pas fait attendre. Tous les indicateurs économiques allaient dans le sens d'une détérioration profonde de la situa-

tion. Le succès dans la lutte contre l'inflation s'est vu largement compromis par la baisse des ressources extérieures et de la capacité productive du pays. La détérioration des indicateurs sociaux est devenue palpable avec la montée de la délinquance et la décomposition de la société.

Dans ces conditions les accords ont perdu toute crédibilité, et le système des compromis politiques entre le gouvernement et l'opposition sandiniste qui les gérait laborieusement a perdu sa légitimité, en entraînant le système politique dans sa chute. L'impossibilité d'élargir la base sociale de la politique gouvernementale a réduit cette politique à n'être plus qu'un accord de groupes au sommet et a révélé les faiblesses du gouvernement. En fin 1992, celui-ci était à son point le plus bas dans les sondages et le discrédit des citoyens s'était étendu à toutes les instances politiques.

Le pays s'est divisé horizontalement entre ceux d'en haut et ceux d'en bas et a été le théâtre de toutes sortes de conflits sociaux et parties de bras de fer politiques entre ceux qui voulaient sauvegarder les équilibres de pouvoir, comme le gouvernement, les dirigeants sandinistes ou l'armée, et ceux de l'opposition de droite qui cherchaient à s'emparer du gouvernement pour la conduite de la phase de transition.

L'épuisement du modèle

Les accords favorisaient les groupes capables de se greffer sur la contre-réforme, sans subir d'effets négatifs sur le plan économique et politique, des groupes sociaux tels que les grandes entreprises, la haute bureaucratie de l'Etat ou de l'armée, les dirigeants politiques, les parlementaires et les milieux financiers ou commerciaux favorisés par la politique économique en vigueur.

De l'autre côté il y avait la majorité de la population qui non seulement ne gagnait rien à ces accords politiques, mais en plus était fortement affectée par les réformes économiques. C'était le cas des paysans, des ouvriers, de la classe moyenne, de la petite bureaucratie de l'Etat et de l'armée, des chômeurs du secteur public, des militaires démobilisés, des anciens "contras", des femmes, du milieu informel de l'économie, des petits et moyens producteurs, voire même de grands producteurs victimes de la crise économique.

Dans de telles conditions le dialogue politique a vite révélé ses limites et est même apparu comme une méthode tactique du gouvernement.

La cassure entre le pays officiel et le pays réel s'est approfondie en 1992 et 1993, en même temps que les alliances au sommet interdisaient toute possibilité d'apparition de nouvelles conditions politiques de changement. Le pays est entré dans une impasse.

Un modèle de remplacement

Le bras de fer politique entre partis de droite et partis de gauche-gouvernement-militaires pour conserver ou modifier les équilibres de pouvoir, est ainsi apparu dans toute sa vacuité étant donné que personne n'était capable de présenter une politique cohérente pour sortir de l'impasse.

C'est ce qui a, au long de ces trois années, exaspéré toutes les catégories sociales et maintenu l'instabilité politique et l'incapacité à gouverner le pays. L'absence d'alternative pour une issue politique et la montée en puissance de groupes sociaux majoritaires ont contribué à présenter le Nicaragua comme un pays incapable de gérer positivement ses conflits.

Il serait facile d'en rester à cette image simpliste et de justifier ainsi le recours à des agents extérieurs pour régler la crise nicaraguayenne. Mais la réalité montre que la chute du projet politique sandiniste et la mise à l'écart du groupe social qui l'a soutenu n'ont toujours pas été remplacés par des éléments de stabilisation du pays. A défaut on assiste à des conflits et à des bras de fer politiques pour une accommodation ou une survie au sein d'une restructuration en cours sur la base de l'exclusion.

Changement de programme

Il est à l'évidence plus difficile de mener une politique de mobilisation du pays au lieu de son éclatement, et d'être une locomotive qui tire le train du gouvernement pour avancer sur la voie du développement socialement juste et de la stabilité politique. Les scénarios possibles ne sont ni nombreux ni miraculeux.

On peut continuer la même politique et rechercher une marge d'action grâce au dialogue. Le problème est de savoir jusqu'à quand. L'obstacle majeur est qu'il n'y a finalement guère de marge de manoeuvre réelle dans ce scénario, car il repose sur une politique qui a épuisé ses ressources. Elle ne conduit qu'à plus de sacrifices et plus de tensions sociales.

Le scénario d'une autre politique exige la constitution d'une formation sociale et politique tenant réellement compte des attentes de la population. Ce qui implique un changement des priorités gouvernementales et, probablement, un gouvernement à nouveau visage politique. C'est sans doute à ce prix que peuvent être créées les conditions d'une nouvelle crédibilité et d'une issue à la crise dans une nouvelle direction.

(1) Cf. DIAL D 1494 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)